

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	65	10

N° de séance : 13

Objet de la délibération : Détermination
des taux de fiscalité directe locale pour
l'année 2022

N° d'enregistrement : CC.2022.034

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture

30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS,
Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie
OZENDA, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Alain
BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia
LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN,
Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Khéra
BADAQUI HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du
Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LOMBARDO,

Vu le Code Général des Impôts,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (ci-après « CASA ») perçoit des recettes fiscales dont certaines nécessitent le vote d'un taux devant s'appliquer sur une base.

Il en est ainsi pour les taxes locales que sont la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (« TFPB »), la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (« TFPNB »), la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (« TEOM ») et la Cotisation Foncière des Entreprises (« CFE »).

Sous réserve des dispositions de son article 1639 A bis, le Code Général des Impôts (« CGI ») dispose que *« les Collectivités Locales et organismes compétents font connaître aux services fiscaux », avant le 15 avril, « les décisions relatives soit aux taux, soit aux produits, selon le cas, des impositions directes perçues à leur profit »*.

Il revient donc à la CASA de déterminer le niveau des taux des taxes et contributions relevant de la fiscalité directe locale au titre de l'année fiscale 2022 avant le 15 avril de la même année.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (« CGCT »), la CASA perçoit le produit du Versement Mobilité (« VM »), en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité exerçant la compétence de transports urbains de voyageurs.

Conformément aux conclusions du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022, qui s'est tenu en Conseil Communautaire du 21 février dernier, la CASA n'augmentera le taux d'aucun des impôts appartenant aux trois catégories de ses recettes fiscales, à savoir les impôts dits « ménages », « fonciers » et « économiques », étant précisé que, la Taxe d'Habitation (« TH ») faisant l'objet d'une suppression et son taux étant figé, il n'est pas nécessaire, pour la CASA, de délibérer à ce sujet.

Il est également rappelé que par délibération n°CC.2020.078 du 27 juillet 2020, la CASA a instauré la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations, dite « taxe GeMAPI » dans le but de doter l'EPCI de moyens pérennes concourant à garantir la préservation des vies, la sécurité des biens et la qualité des milieux aquatiques. Le montant de la taxe a été fixé, pour l'année 2021, à la somme de 3 474 272 €, soit 16 € par habitant, montant qui sera reconduit pour l'exercice 2022.

Induisant un impact très dilué sur l'ensemble des contribuables, ce nouvel outil a permis de renforcer l'exercice d'une compétence à enjeux cruciaux pour le territoire des Communes membres en matière de préservation des vies humaines, de sécurité des biens et de maintien de la qualité des eaux et de l'environnement. La taxe prend la forme de taux additionnels aux taxes existantes au niveau du bloc communal, à savoir la TH, la TFPB, la TFPNB et la CFE déterminés et notifiés aux contribuables par les Services Fiscaux, sans qu'il soit nécessaire, pour la CASA, de les déterminer par voie de délibération en vue de leur application. Seul le montant global doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire.

Par ailleurs, la CASA a souhaité renforcer la mise en œuvre du principe « écologie – économie » en récompensant, dès l'année 2021, les comportements vertueux des usagers qui ont massivement adopté les réflexes de tri et de compostage individuel et collectif, et même fortement accru ceux-ci à l'occasion du doublement de la collecte du « bac jaune » sur certains secteurs de l'agglomération, par une diminution du taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) de 0,7 point, qui est ainsi passé de 9,5 % à 8,8 %.

La CASA souhaite continuer à mener une politique fiscale ambitieuse et attractive tant pour les ménages que pour les entreprises du territoire, au vu notamment de ses niveaux de taux de fiscalité directe très compétitifs, en apportant un soutien supplémentaire aux entreprises en 2022.

C'est la raison pour laquelle, après avoir diminué le taux de TEOM de 0,7 point en 2021, il est proposé de réduire le taux de CFE de 1 point en 2022, de 25,27 % à 24,27 %. Cet effort de la CASA profitera à plus de 26 000 sociétés assujetties à la CFE et représente un allègement fiscal d'un montant global de plus d'un million d'euros destiné à favoriser le développement de l'activité économique et de l'emploi sur le périmètre communautaire.

Par conséquent, les taux de fiscalité directe locale sont, pour l'année fiscale 2022 :

1- Au titre des taxes locales (article 1639 A du CGI) :

- Le taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties est de 0 % ;
- Le taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties est de 0,877 % ;
- Le taux de la Cotisation Foncière sur les Entreprises passe de 25,27 % en 2021 à 24,27 % en 2022 ;
- Le taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est de 8,8 % pour l'ensemble des communes de la CASA regroupé en un secteur.

2- Au titre du Versement Mobilité (article L. 2333-64 du CGCT) :

- Le taux de la contribution de Versement Mobilité est de 1,5 %
NB : le produit du Versement Mobilité assure le financement des travaux de réalisation du Transport en Commun en Site Propre (« TCSP ») qui sera exploité au moyen de Bus à Haut Niveau de Service (« BHNS »).

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir approuver :

- le vote du taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties à 0 %, inchangé par rapport à celui de l'année 2021 ;
- le vote du taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties à 0,877 %, inchangé par rapport à celui de l'année 2021 ;
- le vote du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,27 %, en diminution de 1 point par rapport à celui de l'année 2021 (25,27 %) ;
- le vote du taux de la contribution de Versement Mobilité à 1,5 %, inchangé par rapport à celui de l'année 2021 ;
- le taux de la Taxe sur l'Enlèvement des Ordures Ménagères à 8,8 % pour l'ensemble du territoire de la CASA, inchangé par rapport à celui de l'année 2021.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- le vote du taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties à 0 %, inchangé par rapport à celui de l'année 2021 ;
- le vote du taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties à 0,877 %, inchangé par rapport à celui de l'année 2021 ;
- le vote du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,27 %, en diminution de 1 point par rapport à celui de l'année 2021 (25,27 %) ;
- le vote du taux de la contribution de Versement Mobilité à 1,5 %, inchangé par rapport à celui de l'année 2021 ;
- le taux de la Taxe sur l'Enlèvement des Ordures Ménagères à 8,8 % pour l'ensemble du territoire de la CASA, inchangé par rapport à celui de l'année 2021.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Acte à classer**CC_2022_034**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-12-18.00 (MI236543792)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_034-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : DÃ©termination des taux de fiscalitÃ© directe locale
pour l'annÃ©e 2022

Date de dÃ©cision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.2. FiscalitéActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_034-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:27